

FLN : COUP DUR POUR BELKHADEM

Conférence nationale
des «redresseurs» ce jeudi

Le Mouvement de redressement du Front de libération nationale organisera, jeudi prochain à Alger, une conférence nationale des cadres du parti. «Nous sommes 300 participants à cette conférence», nous confirme le porte-parole du Mouvement, Mohamed-Seghir Kara.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Les participants représenteront les quarante-huit wilayas, à raison de trois à sept représentants chacune. Nous avons limité la participation aux seuls responsables dans chaque wilaya», ajoute note interlocuteur.

L'ancien ministre du Tourisme nous dira que la participation sera également ouverte «aux cadres du FLN, à tous les niveaux. Y compris les ministres du parti qui sympathisent avec le Mouvement».

A l'ordre du jour de cette conférence, Kara affirme qu'il s'agira «d'arrêter la position du Mouvement par rapport aux projets de lois sur les réformes politiques du président Bouteflika. Nous avons d'ailleurs préparé des avant-projets de textes à soumettre à débat sur cette question. Il s'agira également de débattre des prochaines élections législatives et locales. De même que de faire le bilan de notre Mouvement et de débattre la situation qui prévaut au sein du FLN». Telle qu'elle se présente, cette conférence se veut, assurément, une réplique directe, voire même la réplique de la commission nationale chargée des élections, celle officielle du parti qu'avait installée Abdelaziz Belkhadem il y a quelques jours.

Les redresseurs n'excluent pas du tout l'éventualité de présenter des listes de candidats lors des prochaines législatives et la question a été évoquée lors de la réunion de son bureau national, hier. Auquel cas, ce serait un acte politique, symbolique pour le Mouvement mais certainement un coup dur pour le FLN légal.

Un FLN qui aura affaire, là, à un clone des plus nuisibles lors des élections. Car des figures de proue de l'ex-parti unique en font partie.

Des ténors comme l'ancien ministre des Transports, Salah

Goudjil, Abdelkrim Abada, un ministre en exercice comme El-Hadi Khaldi ou peut-être même Abdelkader Hadjar sont à même d'influencer et de rogner sur la base même du FLN.

Ceci, alors que l'actuel parti majoritaire partira cette fois aux élections amoindri d'un apport politique et logistique déterminant que représente traditionnellement la participation des ministres en exercice aux élections.

Il faudrait en effet un miracle à Abdelaziz Belkhadem pour qu'il puisse réunir les 195 voix nécessaires à l'APN, lui qui veut bloquer l'article 93 du nouveau code électoral qui oblige les ministres désirant se présenter aux élections de démissionner trois mois avant le rendez-vous électoral.

K. A.



Photo : Samir Sid.

Mohamed-Seghir Kara, porte-parole du Mouvement des redresseurs.

ABOLITION DE LA PEINE DE MORT
«Une question politique»

La peine de mort continue de susciter la polémique. Entre partisans et opposants à son abolition, celle-ci demeure applicable dans bon nombre de pays.

En Algérie, même si elle n'a plus été appliquée depuis 1994, elle figure toujours dans les textes de loi. Sa suppression est tributaire de plusieurs facteurs, notamment religieux.

M^e Mohamed-Seghir Lakhdari, coordinateur du réseau peine de mort et membre fondateur de la section algérienne d'Amnesty International, qui a animé, hier, une conférence de presse ayant pour thème «La peine de mort

entre droit et politique», a soutenu que cette peine reste maintenue parce que «le pouvoir se heurte à des pressions sociales». Il s'étalera longuement sur le volet religieux sacralisé.

Le tabou concernant cette question reste entier. Il laissera entendre qu'en maintenant la peine de mort, le pouvoir éviterait de provoquer les courants islamistes. Ça reste une question purement «politique».

M^e Lakhdari estime qu'on ne peut parler d'abolition de la peine de mort, mais de chercher à trouver un substitut tel que la condamnation à perpétuité. Il faudrait, selon lui, moderniser les textes.

Versets coraniques à l'appui, en fervent défenseur de l'abolition de la peine capitale, M^e Lakhdari soutiendra qu'aucun verset ne cite que cette peine doit être applicable ou appliquée de façon absolue. Selon l'orateur, même si la peine de mort est citée dans plusieurs versets, le mot pardon

est évoqué une vingtaine de fois.

L'islam, selon lui, prône le pardon et accepte la repentance. C'est justement, dans ce sens, que des changements doivent être apportés.

L'orateur affirme qu'en Algérie, l'on n'a plus eu recours à cette sentence depuis son application en 1994 sur les auteurs de l'attentat de l'aéroport Houari-Boumediène.

A noter qu'aujourd'hui est célébrée la Journée mondiale contre la peine de mort.

W. Z.

TUNISIE

Des salafistes tentent d'attaquer la télévision Nessma

Quelque 200 salafistes ont tenté d'attaquer hier le siège de la télévision privée Nessma à Tunis après la diffusion vendredi soir du film franco-iranien *Persepolis* et d'un débat sur l'intégrisme religieux, a-t-on appris auprès de la chaîne et du ministère de l'Intérieur. «Il y a eu une première tentative d'attaque de notre siège par un groupe de 200 salafistes, qui ont été dispersés par la police avant d'atteindre les locaux», a raconté à l'AFP le président de Nessma, Nebil Karoui, qui avait redouté dans un premier temps que les assaillants ne tentent d'incendier le siège de sa chaîne.

Sa chaîne avait reçu des menaces de mort après la diffusion vendredi soir du film d'animation de Marjane Satrapi *Persepolis*, qui décrit le régime iranien de Khomeiny à travers les yeux d'une petite fille.

«Environ 200 salafistes, rejoints ensuite par une centaine d'autres personnes, se sont dirigés vers Nessma pour attaquer la chaîne. Les forces de l'ordre sont intervenues et ont dispersé les



Photo : DR

Affrontements entre islamistes et policiers à Tunis.

assaillants», a indiqué pour sa part le porte-parole de l'Intérieur Hichem Meddeb, faisant état d'une centaine d'interpellations. Il a précisé par la suite que «moins de 10 personnes ont été déferées devant le procureur».

«Au vu des déclarations et menaces postées ces derniers jours sur les pages Facebook, ces

gens avaient l'intention d'attaquer la chaîne», a-t-il dit, ajoutant que «les forces de l'ordre tunisiennes étaient déterminées à empêcher toute tentative de trouble à l'ordre public». Après la dispersion du groupe salafiste, une centaine d'autres personnes, hommes et femmes confondus, se sont rejoints devant le siège de

Nessma en criant «A bas Nessma ! nous sommes là pour défendre l'islam», selon un photographe de l'AFP sur place.

«Nous ne sommes pas des barbus, mais nous sommes contre cette chaîne et son directeur», criaient-ils. Ils ont été dispersés dans le calme.

«Après la diffusion de *Persepolis* vendredi, il y a eu des appels sur Facebook à brûler Nessma et à tuer ses journalistes», a raconté M. Karoui.

«Nous sommes habitués aux menaces mais ce qui est grave, c'est que cette fois-ci ils sont passés aux actes. Nessma est la chaîne moderniste du Maghreb, on ne se laissera pas intimider et nous continuerons à diffuser les films qu'on veut. On n'a pas chassé une dictature pour revenir à une autre», a-t-il déclaré.

La diffusion de *Persepolis* en arabe dialectal tunisien était une première en Tunisie. «Ce film sera en principe rediffusé mardi soir. D'un point de vue éthique et moral, on ne peut rien lui reprocher», a déclaré à l'AFP une

cadre de la chaîne sous couvert d'anonymat.

«J'espère que ce genre d'événement va pousser les citoyens indécis à aller voter le 23 octobre, car le danger (intégriste) est imminent», a-t-elle ajouté.

L'incident intervient au lendemain de l'invasion par des hommes armés de la faculté de lettres de Sousse (sud), après le refus d'inscription d'une étudiante en niqab. Il se produit également à moins de 15 jours des premières élections en Tunisie depuis la chute de Ben Ali le 14 janvier. Les Tunisiens sont appelés à élire le 23 octobre une Assemblée constituante, un scrutin où les islamistes d'Ennahda sont considérés comme les grands favoris. Un responsable d'Ennahda, Samir Dilou, a condamné l'incident mais estimé qu'il s'agissait d'un «acte isolé».

En juillet dernier, les salafistes, dont le parti Tahrir n'a pas été légalisé, avaient attaqué un cinéma à Tunis qui diffusait un film de la réalisatrice tunisienne Nadia El Fani sur la laïcité.